

VILLE DE 37150 BLERE

PROCES – VERBAL

DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MARS 2012

Etaient présents : M. FORTIER Georges – Maire, M. CHAUVEL Régis, Mme LE BRIS Joëlle, M. BISSON Marcel, Mme BAROU Françoise, M. GAUTHIER Robert, Mme DUFRAISSE Sylvie, M. REUILLON Jean-Jacques, M. MORELLI Jean-Claude, Mme BABY Claudine, M. RAFEL Jean-Serge, M. VERDON Richard, M. ROBINEAU Jean-Noël, Mme THIBAUT Christine, Mme THOMASSIN Sylvie, Mlle MORISSET Carole, Mme PALISSEAU Laetitia, M. DEJUST Jean-François, M. GIRARD Eric, M. PERRAULT Patrick, M. BEAUGÉ Henri, Mme DALAUDIER Nicole,

Absents excusés : Mme OMNES Françoise (*pouvoir à Mme BAROU*), M. CANTIN Christian, Mme BERTHELOT Isabelle (*pouvoir à M. CHAUVEL*), Mme LOISEAU Sandrine (*pouvoir à M. DEJUST*), M. OMONT Jean-Claude (*pouvoir à Mme DALAUDIER*).

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 20 H et invite le Conseil à nommer un(e) secrétaire de séance. M. Robert GAUTHER est nommé secrétaire.

POINT I – COMPTE-RENDU DE LA PRECEDENTE SEANCE DU 15/02/2012

Deux observations de Mme DALAUDIER :

- Page 11 – Mme DALAUDIER précise que, selon elle : « M. OMONT a fait remarquer que depuis la signature du contrat avec VEOLIA, toutes les recettes supplémentaires dues à l'augmentation de prix profitent à VEOLIA et non à la Commune ».

- Mme DALAUDIER indique, au sujet de la dernière commission des travaux, qu'il y a une confusion dans la salle concernée par les températures anormales.

Le compte-rendu est approuvé avec ces remarques.

Antenne relais (Internet) sur le château d'eau

M. le Maire confie le dossier à M. Eric GIRARD pour le suivi de ce problème.

POINT II – COMPTE RENDUS DES DIFFERENTES COMMISSIONS

**① COMMISSION INFORMATION – COMMUNICATION
DU MERCREDI 22 FEVRIER 2012**

1. SITE INTERNET

Présentation du site internet : les membres de la commission approuvent la présentation et le trouvent attrayant.

2. BULLETIN ANNUEL

Les membres de la commission trouvent la présentation de ce bulletin 2012 très agréable et de qualité suite au changement de prestataire.

.../...

De plus, pour la 1^{ère} fois, un bilan financier nous a été transmis et qui fait apparaître un crédit de 200 € que le prestataire proposait de nous rembourser.

A l'unanimité, les membres de la commission proposent de reprendre le même prestataire pour 2013 et de laisser ce crédit en avoir.

*** Mme BAROU précise que le nouveau site de la Commune sera bientôt en ligne, celui de la C.C.B.V.C. est actif depuis la semaine dernière.

*** **Le Conseil Municipal, à l'unanimité, entérine les avis de la commission.**

② CULTURE – JEUNESSE – FÊTES – TOURISME - ASSOCIATIONS

Et AFFAIRES SCOLAIRES et SPORTIVES

Le dépôt des demandes avait pour terme le 17 février 2012, cette date a été globalement respectée. Cette année 39 dossiers ont été soumis à l'examen du service comptabilité qui a établi un document de travail facilitant l'étude par les membres des 2 commissions « culture, jeunesse, fêtes, tourisme, Associations locales » et « affaires scolaires et sportives ».

Nos commissions se sont réunies

- **Le 27 février 2012**

Pour procéder à l'examen des dossiers relatifs aux associations sportives conformément aux critères établis en commission et adoptés en Conseil Municipal.

Rappel de ces critères :

Critère 1 - LICENCIÉS pour 50% du montant de la subvention accordée suivant 3 cas

- *Licenciés résidant Bléré*
- *Licenciés résidant la CCBVC*
- *Licenciés extérieurs*

établir une différence d'attribution des points entre les – de 16 ans et les autres dans l'objectif de favoriser l'enseignement de la discipline pratiquée.

- | | |
|--|------------------|
| • <i>Licenciés résidant Bléré – de 16 ans</i> | <i>8 points</i> |
| • <i>Licenciés résidant Bléré + de 16 ans</i> | <i>4 points</i> |
| • <i>Licenciés résidant la CCBVC – de 16 ans</i> | <i>3 points</i> |
| • <i>Licenciés résidant la CCBVC + de 16 ans</i> | <i>1,5 point</i> |
| • <i>Licenciés extérieurs – de 16 ans</i> | <i>1 point</i> |
| • <i>Licenciés extérieurs + de 16 ans</i> | <i>0,5 point</i> |

Critère 2 – CHARGES pour 30% du montant de la subvention accordée

Critère 3 – APPRECIATION DE LA COMMISSION pour 20% du montant de la subvention accordée

Cette variable souhaitée par les membres de la commission souhaite réserver une part de 5% dans le cadre d'une variation jeunes dans le but d'encourager l'accueil des jeunes à découvrir et pratiquer une activité sportive.

Les autres éléments d'appréciation portent sur :

- *les fonds propres*
- *les efforts particuliers (animations)*
- *dépenses exceptionnelles*
- *formation de l'encadrement*
- *résultats sportifs*
- *niveaux d'évolution*

.../...

11 associations sportives avaient déposé un dossier. A partir d'un tableau excel, chaque membre a pu mesurer et corriger tel ou tel élément afin que les clés de répartition souhaitées s'appliquent à tous.

Toutefois les membres sont conscients que l'application de ces nouveaux critères peuvent léser certains, aussi ils attirent l'attention des responsables associatifs sur le fait que notre priorité est, et reste la promotion et l'enseignement de la discipline auprès des jeunes en général, de notre commune en particulier.

- **Le 5 mars 2012**

Pour procéder à l'examen des autres dossiers

En préambule les membres se sont fixés pour règles de ne pas doter l'ensemble des établissements professionnels tel les MFR, CFA, AFORPROBA,..... déjà financés pour la plupart par les taxes d'apprentissage.

Quelques dossiers ont attiré l'attention des membres :

1. La demande présentée par « les restos du cœur » précisant que 1620 repas ont été distribués sur notre commune. La commission pense que le CCAS apporte sa contribution aux personnes les plus démunies de notre collectivité mais émet le souhait que cette aide extérieure soit vérifiée.
2. Le dossier présenté par « l'école de musique intercommunale Ch.Pommard » demande que soit portée une attention particulière sur son avenir financier. L'exercice N-1 faisait état d'une perte de 3477,93 €, pour l'exercice N (2011) c'est une perte de 6254,14 € et seulement 8088,02 € de capitaux propres. La qualité de l'enseignement n'est pas à remettre en cause mais plutôt l'absence de financements de certaines collectivités dont nombre d'usagers bénéficient de cette formation musicale qui, par son projet associatif, se veut intercommunal. Cet objectif est d'ailleurs un des critères fixé par le conseil général pour obtenir une subvention. Afin de contenir le budget, les responsables ont fait le choix de limiter les inscriptions en fixant des priorités aux élèves déjà inscrits, en cours de cursus,..... évitant l'origine territoriale. Pour toutes ces raisons la commission a souhaité répondre à la demande formulée par l'école en proposant que soit accordée la somme de 41000,00 €
3. L'association des amis du cher canalisé a sollicité la commune pour que soit mis à disposition un local pour entreposer l'ensemble du matériel utilisé lors de ses diverses manifestations. La contribution financière accordée antérieurement est suspendue en échange de cette mise à disposition.
4. En l'absence de demande la commission a toutefois souhaité proposer une aide de 200,00 € au secours catholique et 150,00 € à vie libre, si ces deux mouvements en faisaient la demande.
5. La demande de subvention du Centre socioculturel décomposée en 5 parties.
 - une subvention de fonctionnement de l'ensemble de la structure pour 50500,00€
 - une subvention de fonctionnement pour la bibliothèque adulte et la bibliothèque-ludothèque de 3000,00€
 - une subvention de fonctionnement pour l'animation jeunesse de 3000,00€
 - une subvention fonctionnement pour les actions collectives familles de 1000,00€
 - une subvention de fonctionnement de l'ALSH de 29945€

L'association explique que cette augmentation de subvention correspond à différents facteurs

- Depuis la reprise en 2008 de l'ALSH, la capacité d'accueil de 60 a été atteinte les mercredis, et depuis septembre dernier contraint de placer les familles sur liste d'attente.
- Cette évolution entraîne un nécessaire recrutement d'animateurs qui dans le cadre des CEE (contrat d'engagement éducatif) sont limités à travailler 80 jours sur les 12 derniers mois pour un salaire brut de 45,00 €/jour, l'ALSH fonctionne en moyenne 110 jours/an.
- La réalisation de l'étude intercommunale de faisabilité technique et financière pour la mise en œuvre d'une politique petite enfance, enfance et jeunesse a fait émerger un certain nombre de points dont l'augmentation de la rémunération des animateurs pour faciliter le recrutement, fidéliser les personnels et parer à d'éventuels problèmes d'encadrement qui limiteraient les capacités d'accueil.
- 2012 est l'année N-1 avant la prise de compétence « enfance ». Au regard de ce rapport commandité par la CCBVC, face à l'augmentation de capacité de 60 à 100 places dès septembre 2012 et à l'obligation de recrutement, le centre socio-culturel a entrepris dès 2011 une démarche de sensibilisation financière auprès des communes dont les familles utilisent le service. La même démarche est réalisée en ce début d'année 2012 en tenant compte cette fois d'une requalification salariale et de la capacité d'accueil.

Vous trouverez ci-dessous le tableau des subventions proposées à l'avis du conseil municipal par les membres des deux commissions

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|
| <i>suite à réception d'un dossier</i> | | | | | | | |
| Société Protectrice des Animaux | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | |
| Association Française de Myopathie la Plume Tourangelle (41) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| MFR de Neuvy le Roi | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Association Paralysés de France | 280 | 280 | 280 | 300 | 0 | 0 | |
| Restos du cœur | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| concours natio résistance et déportation | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Prévention routière | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | |
| asso anc combattants amis résistance | | | 0 | 100 | 0 | 0 | |
| SEGPA collège Choiseul | | | 0 | 200 | 0 | 100 | |
| CFA de Joué les Tours | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| asso française sclérosés en plaques | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| MFR du Lochois | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Veuves civiles / FAVEC | | 0 | 150 | 150 | 200 | 200 | |
| Tennis - BVC | | | | 5300 | 5300 | 7202 | |
| Gymnastique marche BVC | | | | | 600 | 1170 | |
| Gymnastique marche BVC exceptionnelle | | | | | 600 | 0 | |
| Autour de l'Orgue | | 0 | 500 | 1000 | 600 | 800 | |
| Coopérative scolaire + USEP | 1350 | 1350 | 1350 | 2000 | 2500 | 2500 | |
| Coup de Pouce | 1900 | 2100 | 2300 | 3000 | 3300 | 3500 | |
| ADMR | | | 0 | 0 | 250 | 300 | |
| Véloclub Blérois | 1950 | 2000 | 2100 | 2300 | 2400 | 2017 | |
| Ecole de musique Ch. Pommard | 35 000 | 35 500 | 37000 | 38000 | 40000 | 41000 | |
| Volley - BVC | | | | 0 | 550 | 508 | |
| Tennis de table - BVC | | | | 3300 | 3300 | 2827 | |
| Coopérative école maternelle | | | | | 750 | 1000 | |
| Nautisme-aviron - BVC | | | | 1750 | 2000 | 1431 | |
| Amicale Personnel Communal | 3850 | 3900 | 4000 | 4100 | 4200 | 4300 | |
| Gymnastique - BVC | | | | 8600 | 8600 | 7886 | |
| Judo - BVC | | | | 5650 | 5650 | 6154 | |
| Hand ball - BVC | | | | 16500 | 18000 | 18244 | |
| LACIM -jumelage Bléré - Guily - Teskawt | 200 | 200 | 200 | 0 | 210 | 210 | |
| jumelage Bléré - Garrel | 410 | 410 | 420 | 430 | 450 | 670 | 470+200 |
| Foot ball - BVC | | | | 10900 | 11000 | 11155 | |
| Pétanque BVC | | | | | 500 | 407 | |
| orchestre d'Harmonie | 2 700 | 2 800 | 3000 | 3100 | 3200 | 3300 | |
| orchestre concours et/ou Wallerfangen | 1 700 | 0 | 1000 | 0 | 800 | | |
| AFTADEL | 200 | 200 | 200 | 0 | 200 | 200 | |
| association des Parents d'élèves | | | 200 | 0 | 500 | 250 | |
| Centre Socioculturel - MJC | 45 000 | 46 000 | 47500 | 61000 | 63000 | 50500 | |
| animation été | 2 000 | 2 000 | 2250 | dont 2500 | dont 2750 | 3000 | |
| bibliothèque / ludothèque | 2 000 | 2 000 | 2250 | dont 2500 | dont 2750 | 3000 | |
| centre de loisirs - ALSH | 4 500 | 5 000 | 6500 | dont 7000 | dont 7500 | 29945 | |
| aide excep remplace. équipement ALSH | | | 1000 | | | | |
| comice agricole | 233 | 233 | 250 | 260 | 260 | 0 | |
| Secours catholique | 100 | 100 | 100 | 200 | 200 | 200 | si demande |
| Amicale médaillés militaires | 100 | 100 | 100 | 100 | 120 | 120 | |
| Vie libre | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | si demande |
| Les Amis du Cher canalisé | | | | | 250 | local à dispo | |
| pour mémoire années précédentes | | | | | | | |
| Union sportive Bléré Val de Cher (SGB) | 49 000 | 51 000 | 55000 | 0 | 0 | | |
| transport Foot | 3 100 | 3 100 | 3100 | 0 | 0 | | |
| ASSAD | 1550 | 1600 | 2000 | 2500 | 2500 | 0 | |
| A.P.E.L | | | 0 | 0 | 400 | 0 | |
| Karaté-Karaté contact BVC | | | | 0 | 400 | 0 | |
| ADAVIP | 600 | 600 | 600 | 0 | 0 | | |
| aide excep Bléré Val de Cher Hand | 3 100 | | 3100 | 0 | 0 | | |
| Association Basket - Bléré - Badminton | | | 250 | 0 | 0 | | |
| CFA / AFORPROBA | | | 0 | 55 | 0 | | |
| Association Basket - Bléré - Badminton | | | 250 | 0 | 0 | | |
| Association Valchantray | 500 | 500 | 0 | 0 | 0 | | |
| Banque alimentaire | 320 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Cher en scène | 800 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| comité jumelage Bléré-Birstonas | | | 0 | 300 | 0 | | |
| Croix Rouge | 200 | 250 | 300 | 0 | 0 | | |
| EHPAD service animation | | | 0 | 400 | 0 | | |
| FNDIRP | 100 | 100 | 100 | 100 | 0 | | |
| Motonautisme | 0 | 0 | 250 | 0 | 0 | | |
| projet d'école | 650 | 650 | 0 | 0 | 0 | | |
| société de pêche APPMA | 170 | 170 | 200 | 0 | 0 | | |
| TOTAL | 164113 | 162693 | 178350 | 172145 | 183340 | 204646 | 0 |

Commission du 7 mars 2012

La programmation de la saison culturelle présentée lors du précédent conseil reste conforme aux prévisions du calendrier à l'exception d'une date fin juillet qu'il convient de revoir. Nous avons prévu de présenter cette programmation aux responsables OT, UCAI et MJC, empêchés ou absents, nous inviterons ces personnes lors de notre prochaine commission prévue le 3 avril 2012 dont l'ordre du jour portera sur la validation du support de communication pour lequel nous avons travaillé ce jour.

* Concernant la subvention pour l'A.L.S.H., il s'ensuit une discussion controversée entre Mme DALAUDIER, M. le Maire et M. REUILLON concernant l'aide accordée précédemment à cette association qui, jusqu'à présent, a correspondu aux demandes présentées par l'Association.

* M. GAUTHIER précise qu'il ne pourra pas transcrire le détail de cette intervention, qui, pour lui, relève d'une polémique stérile faute de documents précis non remis.

***** Le Conseil Municipal, à l'unanimité, entérine les avis de la commission.**

③ COMMISSION D'URBANISME du Lundi 5 mars 2012 à 18 h 30

DP = Déclaration Préalable

PC = Permis de construire

PD = Permis de démolir

| CLE | PETITONNAIRE | | ADRESSE DES TRAVAUX | NATURE DE LA DEMANDE | SECTION PARCELLAIRE | Zone PLU | AVIS DE LA COMMISSION |
|----------------------------|---|--------------------|---|---|---|----------|-----------------------------|
| PC 11 1 005-02 MODIF | CHEVALLIER | CHRISTOPHE | 1 RUE DES VIOLETTES | MODIFICATIF PERMIS | AE141 | UA | FAVORABLE |
| PC 11 1 0035 | L'IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES | | INTERMARCHÉ 5 AVENUE DU 11 NOV 1918 | TRANSFERT CHANGEM.NOM DU TITULAIRE DU PERMIS | ZL139, 140, 142, 143, 651, 652, 1010, 1013 | UB s | FAVORABLE |
| PC 12 1 0004 | BOURDON | ALEXIS | LA SICARDIERE | MAISON D'HABITATION | ZP62 | UH | FAVORABLE |
| PC 12 1 0005 | LEDOUX | FRANCK | 17 RUE DE LA HAUTE BORNE | GARAGE | ZH1017 | UB | FAVORABLE |
| PC 12 1 0006 | COMM. COMM. BLERE VAL DE CHER | | LES PRATEAUX | CREATION D'UN BATIMENT D'ACTIVITES | ZM414, ZM416 | UC | FAVORABLE |
| DP 12 1 0009 | PRIOU | REMY | 26 RUE DE MALETRENNE | Pose de 4 fenêtres de toit | ZL73 | UB | FAVORABLE |
| DP 12 1 0010 | NAGY | RICHARD | 5 RUE DES CANAUX | Clôture | ZH274 | UB | FAVORABLE |
| DP 12 1 0011 | PILLAULT | LILIANE | 9 RUE DES CHAPELAINS | Division pour terrain à bâtir | YD232, 235,385 | UHe | FAVORABLE |
| DP 12 1 0012 | LOISELEUR | ALEXIS | LES MORINS | AGRANDISS. MAISON EN PIGNON | ZV27, ZV38, ZV601 | UH | FAVORABLE |
| DP 12 1 0013 | LE PENNEC | HERVE | RUE DE LA HAUTE ROCHE | PISCINE | YE140 | UHe | FAVORABLE |
| DP 12 1 0014 | HESLOT | JACKY | RUE DE LA VARENNE | DIVIISON POUR TERRAIN A BATIR | ZN13, 14, 15, 17 | UB, A | FAVORABLE |
| DP 12 1 0015 | DOUABIN | JEAN CHRISTOPHE | RUE DE LOCHES | REFECTION FAÇADE | AE455, AE456 | UA | S/RESERVE AVIS ABF |
| DP 12 1 0016 | HUET | SEBASTIE N | RUE DE LA TOUCHE | ABRI DE JARDIN | YD363 | UHe | FAVORABLE |
| DP 12 1 0017 | TROST | MICHEL | RUE DE LA CROIX DE BEAUCHENE | CLOTURE | YD102 | N, A | VOIR SUR PLACE |
| DP 12 1 0018 | LARGUEM | DJAMEL | QUAI BELLEVUE | PEINTURE FAÇADE | AB408 | UAi | FAVORABLE S/RES.AVIS ABF |
| AT1210001 | SCI DE CONNEUIL | | RUE DES DEPORTES | AVIS SECURITE ACCESSIBILITE | AB135 | UAi | FAVORABLE |

| N° ENREGISTREMENT | PETITIONNAIRE | | ADRESSE DU BIEN | NATURE DE LA DEMANDE | SECTION PARCELLAIRE | ZONAGE PLU | Avis de la commission |
|-------------------|--------------------|----------------|-----------------------------|----------------------|---------------------|------------|-----------------------|
| CU 12 1 a007 | ETUDE MODOT | SCI SALA | RUE DU GENERAL DE GAULLE | INFORMATIF | AE462 | UA | INFORME |
| CU 12 1 b008 | GEOPLUS | BERTRAN D P. | GIMONT | OPERATIONNEL | YI44, YI45 | UH | FAVORABLE |
| CU 12 1 a009 | CHESNEL | JEAN PIERRE | RUE DU 18 JUIN | INFORMATIF | AE421 | UB | INFORME |
| CU 12 1 a010 | ETUDE MODOT | MME SCHNEIDERS | LA TAILLE DE BONNE AVENTURE | INFORMATIF | XA29 | N | INFORME |
| CU 12 1 a011 | ETUDE MODOT | C.C.B.V.C. | RUE ALFRED NOBEL | INFORMATIF | ZM418 | UC | INFORME |
| CU 12 1 a012 | ETUDE NURET DESCLE | MME DEVISMES | RUE DES MAISONS ROUGES | INFORMATIF | AD822 | UB | INFORME |
| CU 12 1 a013 | ETUDE MODOT | M. TESSIER | LA VASSELIERE | INFORMATIF | AD903, AD907 | UBs | INFORME |
| CU 12 1 a014 | ETUDE MODOT | CTS PONTLEV OY | CHANTELOUP | INFORMATIF | YI190 | Np | INFORME |

CU A = Certificat d'Urbanisme INFORMATIF

CU B = Certificat d'Urbanisme OPERATIONNEL

***** Le Conseil Municipal, à l'unanimité, entérine les avis de la Commission.**

POINT III : POINTS FINANCIERS - Commission de finances du 19 mars 2012

La commission de finances s'est réunie pour examiner les points financiers qui sont à l'ordre du jour du Conseil Municipal.

Les observations, commentaires et propositions de la commission sont mentionnés dans les développements ci-dessous.

COMPTES ADMINISTRATIFS 2011 : COMMUNE / SERVICE EAU / SERVICE ASSAINISSEMENT

M. le Maire présente les comptes administratifs 2011 de la Commune, du service eau et du service assainissement. La commission de finances n'a pas émis d'observations sur ce point.

COMPTE ADMINISTRATIF 2011

COMMUNE

I SECTION DE FONCTIONNEMENT

Total dépenses : 3 549 972,80

Total recettes : 4 827 840,52

Résultat de fonctionnement 2011 : 1 277 867,72

Excédent de fonctionnement 2010 reporté : 557 820,85

Résultat global 2011 : 1 835 688,57

.../...

II SECTION D'INVESTISSEMENT

| | |
|---|--------------------|
| Total dépenses : | 2 829 210,80 |
| Total recettes : | 2 503 945,26 |
| Résultat d'investissement 2011 : | -325 265,54 |
| Déficit d'investissement 2010 reporté : | -683 956,33 |

-1 009 221,87

Régularisation résultat association foncière 224,69

| | |
|--------------------------------|-------------|
| Restes à réaliser / dépenses : | 404 650,00 |
| Restes à réaliser / recettes : | 118 780,00 |
| Solde des restes à réaliser : | -285 870,00 |

Résultat global 2011 : -1 295 091,87

III AFFECTATION DU RESULTAT

| | |
|--|-----------------------|
| 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé (section d'investissement) | 1 295 091,87 € |
| OO2 Excédent reporté en fonctionnement | 540 596,70 € |
| Régularisation résultat association foncière | -224,69 € |

SERVICE EAU

I SECTION DE FONCTIONNEMENT

| | |
|---|-------------------|
| Total dépenses : | 112 542,91 |
| Total recettes : | 221 869,81 |
| Résultat de fonctionnement 2011 : | 109 326,90 |
| Excédent de fonctionnement 2010 reporté : | 78 943,58 |
| Résultat global 2011 : | 188 270,48 |

II SECTION D'INVESTISSEMENT

| | |
|---|-------------------|
| Total dépenses : | 340 303,62 |
| Total recettes : | 458 933,17 |
| Résultat d'investissement 2011 : | 118 629,55 |
| Déficit d'investissement 2010 reporté : | -159 643,16 |
| | -41 013,61 |

Restes à réaliser / dépenses : 0,00

Restes à réaliser / recettes : 0,00

Solde des restes à réaliser : 0,00

Résultat global 2011 : -41 013,61

III AFFECTATION DU RESULTAT

| | |
|--|---------------------|
| 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé (section d'investissement) | 41 013,61 € |
| OO2 Excédent reporté en fonctionnement | 147 256,87 € |

.../...

SERVICE ASSAINISSEMENT

I SECTION DE FONCTIONNEMENT

| | |
|---|------------------|
| Total dépenses : | 448 084,87 |
| Total recettes : | 466 905,97 |
| Résultat de fonctionnement 2011 : | 18 821,10 |
| Excédent de fonctionnement 2010 reporté : | 27 819,73 |
| Résultat global 2011 : | 46 640,83 |

II SECTION D'INVESTISSEMENT

| | |
|---|-------------------|
| Total dépenses : | 389 464,69 |
| Total recettes : | 465 501,87 |
| Résultat d'investissement 2011 : | 76 037,18 |
| Déficit d'investissement 2010 reporté : | -54 569,10 |
| | 21 468,08 |
| Restes à réaliser / dépenses : | 37 500,00 |
| Restes à réaliser / recettes : | 0,00 |
| Solde des restes à réaliser : | -37 500,00 |
| Résultat global 2011 : | -16 031,92 |

III AFFECTATION DU RESULTAT

| | | |
|------|--|-------------|
| 1068 | Excédent de fonctionnement capitalisé (section investissem.) | 16 031,92 € |
| 002 | Excédent reporté en fonctionnement | 30 608,91 € |

Après lecture et commentaires des comptes administratifs Commune – Eau – Assainissement en possession des conseillers, M. le Maire confie la présidence à Monsieur GAUTHIER, doyen de l'Assemblée, et se retire de la séance pour le vote. M. GAUTHIER – doyen de l'assemblée, donne les résultats du compte administratif de la commune.

*****Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve chaque compte administratif.**

*****Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'affectation des résultats de fonctionnement comme indiqué dans les états ci-dessus.**

COMPTES DE GESTION 2011 : COMMUNE / SERVICE EAU / SERVICE ASSAINISSEMENT

Les résultats d'exécution du trésorier sont identiques à ceux des comptes administratifs. La commission de finances a pris acte de cette information.

* M. le Maire précise que les **comptes de gestion adressés par M. Le Trésorier sont conformes en tout point aux comptes administratifs présentés.**

*****Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve chaque compte de gestion.**

PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2012 COMMUNE / SERVICE EAU / SERVICE ASSAINISSEMENT

Les membres de la commission de finances ont validé les budgets 2012 sans observations.

Le budget de la **Commune** s'équilibre à **8 308 953 €** selon la répartition suivante :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - section de fonctionnement : | 5 047 595 € |
| - section d'investissement : | 3 261 358 € |

.../...

Conformément aux orientations annoncées, les dépenses de fonctionnement sont maîtrisées, la fiscalité ne va pas augmenter et le recours à l'emprunt est au minimum.

* M. le Maire présente les budgets. Un diaporama est projeté à l'appui de ses explications.

***** Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants – 3 abstentions (Mme DALAUDIER, M. OMONT (pouvoir à Mme DALAUDIER), M. BEAUGÉ, approuve le budget 2012 de la Commune.**

Le budget du **SERVICE EAU** s'équilibre à **738 090 €** selon la répartition suivante :

| | |
|-------------------------------|------------------|
| - section de fonctionnement : | 395 938 € |
| - section d'investissement : | 342 152 € |

***** Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants – 3 abstentions (Mme DALAUDIER, M. OMONT (pouvoir à Mme DALAUDIER), M. BEAUGÉ, approuve le budget 2012 du service d'Eau.**

Le budget du **SERVICE ASSAINISSEMENT** s'équilibre à **849 635 €** selon la répartition suivante :

| | |
|-------------------------------|------------------|
| - section de fonctionnement : | 496 222 € |
| - section d'investissement : | 353 413 € |

Quelques difficultés pour équilibrer ce budget liées à l'admission en non-valeur de la créance VOLABEL mais avec des ressources constantes.

***** Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants – 3 abstentions (Mme DALAUDIER, M. OMONT (pouvoir à Mme DALAUDIER), M. BEAUGÉ, approuve le budget 2012 du service ASSAINISSEMENT.**

IMPOTS LOCAUX / VOTE DES TAUX 2012

Monsieur le Maire propose de maintenir les taux de l'année 2011 ; la situation sera la suivante :

| | | |
|--------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Taxe d'habitation : | 5 086 000 € x 14,80 % = | 752 728 € |
| Taxe sur le foncier bâti : | 4 376 000 € x 16,57 % = | 725 103 € |
| Taxe sur le foncier non bâti : | 117 700 € x 53,86 % = | 63 393 € |
| Soit un produit total de : | | 1 541 224 € |

***** Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve les taux d'imposition proposés.**

**BAIL DE LA TRESORERIE – Avenant n° 2 au contrat du 8/03/2006
- Révision du loyer**

Le bail de la trésorerie a été renouvelé le 1^{er} janvier 2006 pour 9 ans, avec révision du loyer tous les 3 ans. Le loyer a donc été révisé au 1^{er} janvier 2009 et au 1^{er} janvier 2012.

| | |
|--|--|
| Loyer initial | = 20 000 € / an |
| Loyer révisé au 1 ^{er} janvier 2009 | = 24 482 € / an |
| Loyer révisé au 1 ^{er} janvier 2012 | = 24 967 € / an (indice du coût de la construction) |

La Trésorerie Générale nous impose de signer un avenant au contrat pour valider cette révision ; le Conseil Municipal devra donc délibérer sur le montant du nouveau loyer et autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant.

***** Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le loyer révisé et autorise le Maire à signer l'avenant.**

FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT / CONTRIBUTION 2012

Ce dispositif, géré directement par le Conseil Général depuis le 1^{er} janvier 2010, permet l'accès et le maintien dans un logement des personnes en difficultés financières. La contribution demandée aux communes, soit 0,25 € / habitant, n'a pas augmenté depuis 2002. En prenant comme référence la population légale 2009 en vigueur au 1^{er} janvier 2012, la contribution serait de 0,25 € x 5 257 habitants = **1 314,25 €**

***** Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve cette proposition.**

AUTRES POINTS HORS COMMISSION DE FINANCES

POINT IV. TRANSFERT DES COMPETENCES PETITE ENFANCE + RAM :

- signature d'une convention avec la Communauté de Communes pour mise à disposition du bâtiment
- signature de l'avenant à la convention avec le Centre Socio-culturel pour modifier le chapitre « petite enfance »
- Désignation d'un délégué du Conseil pour la commission Petite-Enfance

La Communauté de Communes a repris la compétence « petite enfance » depuis le 15 février 2012, ce qui entraîne d'office une mise à disposition de bâtiment. Le Conseil Communautaire a validé la convention de mise à disposition gratuite le 23 février ; le Conseil Municipal doit se prononcer à son tour.

Le Conseil Municipal doit également autoriser le Maire à signer un avenant à la convention du 19 janvier 1970 avec le Centre Socio-culturel (vu au Conseil Municipal du 14 décembre 2011). Cet avenant modifie uniquement le titre III – activité multi-accueil et RAM – pour remplacer le terme « Commune » par « Communauté de Communes ».

Un délégué titulaire et un suppléant sont proposés pour la commission Petite-Enfance, à savoir : Titulaire : Mme THOMASSIN Suppléante : Mme DUFRAISSE

***** Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- autorise le Maire à signer la convention de mise à disposition,
- autorise le Maire à signer l'avenant à la convention avec le Centre socio-culturel,
- désigne une déléguée titulaire : Mme Thomassin et une déléguée suppléante : Mme Dufraisse au Conseil pour la commission Petite-Enfance.

POINT V. SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS – ANNEE 2012

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le montant des subventions à verser aux associations pour l'année 2012 en fonction des propositions des commissions « culture » et « affaires scolaires ».

| ASSOCIATION | Subvention 2012 en € |
|---|-----------------------------|
| SPA | 250 |
| Prévention Routière Comité d'Indre-et-Loire | 150 |
| collège CHOISEUL / 5è | 100 |
| Veuves civiles | 200 |
| Tennis Bléré Val de Cher | 7 202 |
| Gymnastique volontaire et marche Bléré Val de Cher | 1 170 |
| Autour de l'orgue | 800 |
| Coopérative + USEP école Balzac | 2 500 |
| Coup de Pouce | 3 500 |
| ADMR | 300 |
| Vélo Club Blérois | 2 017 |
| Ecole de Musique | 41 000 |
| Bléré volley ball | 508 |
| Tennis de table Bléré Val de Cher | 2 827 |
| Coopérative école maternelle | 1 000 |
| Aviron Bléré Val de Cher | 1 431 |
| Amicale du Personnel Communal | 4 300 |
| Session de Gymnastique Artistique Bléré Val de Cher | 7 886 |
| Bléré Val de Cher judo | 6 154 |
| Bléré Val de Cher handball | 18 244 |
| LACIM | 210 |
| Comité de jumelage BLERE-GARREL | 670 |
| Football Club Bléré Val de Cher | 11 155 |
| Pétanque Bléré Val de Cher | 407 |
| Orchestre d'harmonie de Bléré | 3 300 |
| AFTADEL | 200 |
| APE écoles publiques | 250 |
| Centre socio-culturel | 86 445 |
| Amicale des Médailleurs Militaires du canton de Bléré | 120 |
| <i>Secours catholique</i> | 200 |
| <i>Vie libre</i> | 150 |
| | 204 646 |

Par ailleurs, M. le Maire rappelle que lorsque la subvention attribuée à une association dépasse 23 000 €, la commune doit signer une convention avec cette association (loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations). .../...

Cette convention précise notamment l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le Conseil doit donc autoriser Monsieur le Maire à signer une convention avec les associations concernées, à savoir le centre socio-culturel et l'école de musique.

***** Le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés (- une abstention : M. REULLON – partie prenante au centre socio-culturel), approuve les subventions allouées aux associations.**

...

POINT VI. TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL AU 1er JANVIER 2012

Le Conseil Municipal doit délibérer sur le tableau des effectifs, notamment sur les postes budgétaires. Ce document est une annexe obligatoire du budget de la Commune.

**ANNEXE DU BUDGET PRIMITIF
ETAT DU PERSONNEL AU 1er JANVIER 2012**

| Grade ou emploi | Catégorie | Effectifs budgétaires | Effectifs pourvus | Dont temps non complet |
|---------------------------------------|-----------|-----------------------|-------------------|------------------------|
| Filière administrative | | | | |
| Attaché territorial principal | A | 1 | 1 | |
| Rédacteur territorial | B | 2 | 2 | |
| Adjoint adm principal 1ère classe | C | 3 | | |
| Adjoint adm principal 2ème classe | C | 2 | 2 | |
| Adjoint administratif 1ère classe | C | 1 | 1 | |
| Adjoint administratif 2ème classe | C | 3 | 2 | |
| | | 12 | 8 | |
| Filière médico-sociale | | | | |
| ATSEM 1ère classe | C | 1 | 1 | |
| | | 1 | 1 | |
| Filière technique | | | | |
| Technicien supérieur principal | B | 1 | 1 | |
| Agent de maîtrise principal | C | 1 | 1 | |
| Adjoint technique ppal 2ème classe | C | 3 | 2 | |
| Adjoint technique 1ère classe | C | 4 | 1 | |
| Adjoint technique 2ème classe | C | 25 | 21 | 3 |
| Agent gestionnaire du Centre culturel | C | 1 | 1 | |
| | | 35 | 27 | |
| Police municipale | | | | |
| Brigadier | C | 1 | 1 | |
| Gardien | C | 1 | 1 | |
| | | 2 | 2 | |
| Total effectifs | | 50 | 38 | |

.../...

POINT VII. CREATION DE DEUX POSTES DE SAISONNIERS

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir créer deux postes d'emplois saisonniers à compter du 1^{er} mai pour une période de 6 mois pour le service des espaces verts et la polyvalence des services techniques. Indice brut 297 majoré 302.

***** Accord du Conseil Municipal, à l'unanimité, pour la création de ces deux postes.**

POINT VIII. AVENANT N° 3 AU CONTRAT D'AFFERMAGE POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser le Maire à signer l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public d'eau potable.

POINT SUR LE CONTRAT DE DELEGATION DU SERVICE D'EAU POTABLE

Après bientôt 8 ans de gestion sous forme de délégation, j'ai souhaité rencontrer les responsables locaux de l'entreprise pour faire un point sur la gestion du contrat dans le cadre du devoir de contrôle que nous exerçons.

Deux trois points essentiels ont été abordés :

- *Le renouvellement des compteurs prévu au contrat de concession*
- *La formule de révision*
- *La mise en conformité avec la LEMA (Loi sur l'eau et les milieux aquatiques)*

1. Le renouvellement des compteurs prévu au contrat de concession

Depuis la signature du contrat en juillet 2004, la connaissance acquise du réseau de la Ville a permis de se rendre compte que les hypothèses retenues pour le renouvellement des compteurs plomb s'avèrent erronées. Le contrat met à la charge du fermier le renouvellement des branchements vétustes à hauteur de 20 par an et renouvellement des compteurs en plomb à hauteur de 53 par an. Le nombre réel de branchements plomb s'avère nettement inférieur. A fin 2011, il était de 243 branchements représentant une somme de travaux de 209 920.07 € alors que le crédit alloué est de 365 166.30 €, soit une différence de 155 246.23 €.

*J'ai donc décidé de transformer ce crédit alloué au remplacement des branchements (vétuste et en plomb) en « **comptes fonds de travaux** » afin de financer certains travaux : renouvellement de canalisations, bouclage, travaux d'amélioration liées à l'exploitation quotidienne du réseau etc...) qui se révéleront nécessaires pendant la durée du contrat. **Ce qui permet d'être réactif face aux urgences.***

Le compte sera alimenté du crédit actuellement disponible de 124 294.00 € (valeur juillet 2004), soit 155 246.23 € (valeur juillet 2011).

Chaque année, il sera amendé d'une somme de 44 000 € (valeur juillet 2004) actualisée en valeur de l'année correspondante bien sûr.

Ce compte sera débité du montant des travaux uniquement décidé et commandé par la collectivité.

En fin de contrat, le compte sera clôturé et le solde créditeur reversé par le fermier dans les trois mois suivant l'expiration du contrat. Au cas où le solde serait négatif, la collectivité reversa au fermier le solde dans les mêmes délais.

1. La formule de révision

La formule d'indexation des tarifs a fortement augmenté au cours des huit premières années du contrat (+ 24.90%) malgré un terme fixe de 15 %. C'est pourquoi il a été convenu d'encadrer la formule de révision par un garde-fou de 3 % entre l'année N et N-1.

Un mois avant la facturation, la collectivité recevra de la part du fermier une note sur le coefficient d'actualisation.

- Si ce coefficient est inférieur à 3%, il sera obligatoirement appliqué.
- S'il est égal ou supérieur à 3%, la collectivité et le fermier se rencontreront pour définir le coefficient à appliquer.

2. La mise en conformité avec la loi LEMA

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a introduit le principe d'un plafonnement de la part de la facture d'eau non proportionnelle au volume d'eau consommé, dite part fixe, afin d'inciter à une consommation plus économe de la ressource en eau.

Au 1^{er} janvier 2012, le montant maximal de l'abonnement au service d'eau et d'assainissement ne doit pas dépasser 30 % du coût du service pour une consommation d'eau de 120 m³, par logement desservi et pour une durée de douze mois, tant pour l'eau que pour l'assainissement.

Je vous rappelle qu'un premier ajustement a déjà été fait en 2009, le taux à ne pas dépasser était de 40%. Le fermier ajustera ses tarifs ainsi que la collectivité

Les tarifs du fermier (Veolia) seront de :

- Abonnement **32.00 €** au lieu de 42.67 €
- M³ traité de **0,6529 €** au lieu de 0,5496 €

Les tarifs de la collectivité seront de

- Abonnement **26.00 €** au lieu de 34.50 €
- M³ traité de **0.5271 €** au lieu de 0.4448 €

Tous les abonnés consommant jusqu'à 120 m³ verront leur facture diminuer.

Voilà ce que je voulais vous dire sur l'évolution du contrat de concession et vous demande de bien vouloir m'autoriser à signer ces décisions retraduites sous forme d'avenant n°3 au contrat.

Monsieur le Maire a saisi l'opportunité du débat lié à la Loi LEMA et aux nouvelles règles de tarification des services de l'eau et de l'assainissement pour faire le point sur la Délégation de Service Public de l'Eau et les critiques permanentes sur le sujet.

Aujourd'hui, compte tenu de la situation, il s'est posé la question de savoir si la gestion en régie municipale était plus avantageuse et plus économique que la délégation de service public à Véolia, le syndicat de la Vallée du Cher étant toujours le modèle de référence.

Le Maire a examiné quel serait le prix d'un service en régie ouvert 24 h / 24 - 365 jours de l'année. Il a utilisé les documents comptables publics du Syndicat contrôlés par le Trésor Public. Il en ressort que le coût du service est de 389.000 € hors investissement.

Compte tenu des recettes actuelles de la vente de l'eau à Bléré, soit 258.000 €, le déficit d'exploitation est donc de 131.000 €. Il est vendu 267.921 m³. Il faudrait augmenter le prix du m³ de 0.4889 € pour arriver à l'équilibre, soit pour une facture de 120 m³, une augmentation de 0.67 €, soit une augmentation de la facture pour les Blérois de 29.55 %.

A la suite de cette démonstration, s'ensuit un débat où M. BEAUGÉ a précisé que ce qui l'intéressait, était l'augmentation à l'avenir de la facture d'eau et la comparaison avec ce que paient les usagers du Syndicat du Cher, sans qu'il propose d'autre solution.

***** Accord du Conseil Municipal, à l'unanimité**

.../...

POINT IX. LOI LEMA : AJUSTEMENT DU PRIX DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Dans le cadre de la Loi LEMA « Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques », le législateur impose l'encadrement de la part fixe pour les abonnés des services de l'Eau et de l'Assainissement.

Au 1^{er} janvier 2009, le législateur avait imposé un plafonnement de la part fixe à 40 % pour une facture de 120 m³.

Au 1^{er} janvier 2012, le taux est de 30 %. Il est donc nécessaire de procéder à un réajustement entre le prix de l'abonnement et le prix du m³ consommé : Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter les tarifs suivants :

| | | |
|-------------------------------|---------------------------|----------------|
| <u>Service Eau</u> | Abonnement : | 26 € annuel |
| | M ³ consommé : | 0,5271 € |
| <u>Service Assainissement</u> | Abonnement : | 46.15 € annuel |
| | M ³ traité : | 0,9428 € |

Le principe institué par cette Loi devrait entraîner, à plus ou moins long terme, une diminution générale de la consommation en eau potable. Il s'agit d'une recommandation à l'échelle mondiale.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur cet ajustement.

*** Mme DALAUDIER précise que ces adaptations des tarifs invoquées et obligatoires de par la Loi sont une bonne chose.**

***** Accord du Conseil Municipal, à l'unanimité**

POINT X. AUTORISATION A DONNER AU MAIRE POUR LA VENTE D'UN TERRAIN A MONCARTIER

Dans le cadre du projet d'aménagement du secteur de Moncartier par un opérateur, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur la revente d'une parcelle acquise par la Commune en septembre 2007 par exercice du droit de préemption, cadastrée AE 9 d'une superficie de 612 m².

***** Accord du Conseil Municipal, à l'unanimité sur le principe de vente de ce terrain.**

POINT XI. AUTORISATION DONNEE AU MAIRE POUR SIGNER LE PERMIS DE CONSTRUIRE DU MODULAIRE DE L'A.L.S.H.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer le permis relatif à l'installation d'un modulaire pour l'A.L.S.H. près du Grand Logis.

***** Accord du Conseil Municipal, à l'unanimité pour autoriser le Maire à signer le permis de construire ainsi que tout modificatif qui s'ensuivrait.**

POINT XII. INFORMATION SUR LE DOSSIER DE LA VIDEO PROTECTION

M. CHAUVEL fait le point sur l'avancement de ce dossier.

COMPTE-RENDU DES DIFFERENTES REUNIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL :

| | | |
|---------------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Madame BERTHELOT Isabelle | Monsieur CHAUVEL Régis | Monsieur DEJUST Jean François |
| Monsieur GIRARD Eric | Monsieur RAFEL Jean Serge | Monsieur OMONT Jean Claude |
| Madame GOUGUET Martine | Monsieur LAMOUR Christian | Monsieur PHILIPPEAU Pascal |

OBJECTIFS :

Les membres du groupe de travail ont déterminé les deux objectifs prioritaires d'une vidéo-protection :

- Prévention et protection des biens et équipements publics
- Prévention et protection des personnes et des biens privés sur le domaine public Ce dans le plus strict respect des dispositions légales.

IMPLANTATION :

La réflexion sur le projet de mise en place de cet équipement nous a amené à visiter BLERE, réfléchir sur les lieux stratégiques et à établir une liste des sites d'implantation.

METHODOLOGI E :Visites par trois membres du groupe de travail des installations réalisées à LOCHES et VEIGNE qui ont permis de recueillir les informations nécessaires à la mise en place d'un équipement performant répondant à nos objectifs.

Déplacement à BLERE du Policier Municipal de VEIGNE en charge des installations et de leur exploitation sur sa commune

Elaboration d'un cahier des charges pour les entreprises définissant nos objectifs Analyse des offres des sept entreprises ayant répondu au cahier des charges.

Sélection des trois propositions qui nous ont paru répondre le mieux à nos aspirations Présentation technique et démonstration par chacune de ces trois entreprises

- Analyses financières qui nous assurent que nous serons en deçà du seuil d'ouverture d'un marché public.
- Contacts avec les services de l'état qui nous ont confirmé le subventionnement à hauteur de 50% sur le matériel au titre de l'année 2012

Fort de ce cheminement, le groupe de travail a acquis la certitude de la nécessité de la mise en place de ce dispositif qui permettra d'aider à apporter à nos administrés la prévention et la protection qu'ils attendent de leurs élus. En conséquence, le Groupe de travail vous demande de bien vouloir valider le projet.

*M. BEAUGÉ interroge M. CHAUVEL sur le coût de ces installations.

M. CHAUVEL répond que le coût se situera entre 60 et 80.000 € selon les équipements à mettre en place

***** Le Conseil Municipal, à l'unanimité, donne un avis favorable au projet et autorise la poursuite de l'instruction du dossier.**

POINT XIII. INFORMATION SUR LE CONTRAT VILLE MOYENNE

M. CHAUVEL fait le point sur l'avancement de ce dossier, que le Cabinet TOPOLIGER conduira. Il donne les dates des réunions à venir.

Il évoque la prise en charge du dossier par la Région et dit les difficultés du retard de l'étude face aux subventionnements.

M. CHAUVEL donnera régulièrement des informations à ce sujet.

***** Accord du Conseil Municipal, à l'unanimité.**

.../...

POINT XIV. QUESTION SUPPLEMENTAIRE

Convention avec le Conservatoire du Patrimoine Naturel Régional

M. le Maire est autorisé à verser la subvention annuelle 2011 et 2012 comme prévu à la convention signée entre la Commune et le Conservatoire, soit 4.000 € pour chaque année.

***** Accord du Conseil Municipal, à l'unanimité**

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES :

§ Mme THOMASSIN rend compte de sa participation à la réunion d'information « Quel collège pour demain ».

Elle reprend les informations parues dans la presse concernant la rentrée scolaire prochaine, pour le devenir des élèves d'Athée-sur-Cher.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 0 h 15 mn.

Séance du Conseil Municipal du Mercredi 28 mars 2012

M. FORTIER Georges – Maire

M. CHAUVEL Régis

Mme LE BRIS Joëlle

M. BISSON Marcel

Mme BAROU Françoise

M. GAUTHIER Robert

Mme DUFRAISSE Sylvie

M. REUILLON Jean-Jacques

M. MORELLI Jean-Claude

Mme OMNES Françoise
Absente
Pouvoir à Mme BAROU

Mme BABY Claudine

M. RAFEL Jean-Serge

M. VERDON Richard

M. CANTIN Christian
Absent

M. ROBINEAU Jean-Noël

Mme THIBAUT Christine

Mme THOMASSIN Sylvie

Mlle MORISSET Carole

Mme BERTHELOT Isabelle
Absente
Pouvoir à M. CHAUVEL

Mme PALISSEAU Laetitia

M. DEJUST Jean-François

M. GIRARD Eric

M. PERRAULT Patrick

Mme LOISEAU Sandrine
Absente
Pouvoir à M. DEJUST

M. BEAUGÉ Henri

Mme DALAUDIER Nicole

M. OMONT Jean-Claude
Absent
Pouvoir à Mme DALAUDIER